

<http://www.crifrance.com/actu-islamophobie/marseille-inaugure-son-nouveau>



# Marseille inaugure son nouveau bureau CRI

- Actu islamophobie -



Date de mise en ligne : mercredi 18 décembre 2013

---

Copyright © Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie - Tous droits  
réservés

---

**Ce vendredi 13 décembre 2013, Marseille inaugurerait l'installation du CRI (Coordination Contre le Racisme et l'Islamophobie) en compagnie de Youssef Girard, Historien, Almamy Kanoute, élu local à Fresnes (Val-de-Marne) et membre de la Brigade Antine islamophobie et Abelaziz Chaambi, fondateur du CRI.**

# MARSEILLE INAUGURE SON NOUVEAU BUREAU CRI Un événement très attendu par les phocéens Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie Vendredi 13 décembre 2013

Ce vendredi 13 décembre 2013, Marseille inaugurerait l'installation du **CRI** (Coordination Contre le Racisme et l'Islamophobie) en compagnie de Youssef Girard, Historien, Almamy Kanoute, élu local à Fresnes (Val-de-Marne) et membre de la Brigade Antine islamophobie et Abelaziz Chaambi, fondateur du CRI.

Deux temps ont marqué cette soirée, la première partie consistant à faire la présentation des racines historiques de l'islamophobie comme héritage colonial, les moyens d'actions au travers de l'engagement politique et la légitimité du CRI comme continuité des luttes de l'immigration et des quartiers populaires, tandis que la seconde partie était invitation au débat constructif afin de lutter contre les inégalités sociales d'une manière générale.

L'exposé historique de **Youssef Girard** montre l'origine chrétienne de l'islamophobie bien que ce vocable soit moderne, mais dont les comportements s'y afférant sont analogues dès le Concile en 680 qui déclare le prophète des musulmans, symbole de l'ante-christ. Dès lors, la représentation de l'Islam est des musulmans devient négative. S'en suivront les nombreuses croisades à Jérusalem à partir de 1095 jusqu'à l'expulsion des musulmans d'Espagne de 1492 à 1609.

L'Islam par ailleurs, y compris dans les « Lumières » est dépeint comme une religion de violence, et les français laïques vont s'autoriser, paradoxalement à ce qu'ils stigmatisent, un génocide avec la conquête de l'Algérie, la colonisation, comprise telle une croisade dans le sens de Châteaubriand citant le 9 avril 1816 « c'est de France que fut prêchée la première Croisade, c'est en France qu'il faut lever l'étendard de la dernière ». Cinquante huit pour cent de la population algérienne entre 1830 et 1871 fut exterminée. La colonisation de l'Algérie s'inscrit donc bien dans l'héritage chrétien islamophobe antique. Malgré l'anti-cléricalisme et la laïcisation de l'État français, ce dernier maintient un soutien intéressé à l'Église en Algérie dans sa mission d'évangélisation par la société des Pères Blancs. Pour illustrer la politique d'acculturation et d'assimilation, on dénombrerait avant 1830, dans le département d'Alger, treize grandes mosquées et cent neuf petites mosquées. Après cette date, seules quatre grandes et huit petites mosquées demeureront, sans compter les confiscations massives des biens *habous*.

Cependant, a contrario des plans machiavéliques de la France colonialiste, ce qui va permettre la résistance et la lutte pour l'indépendance algérienne, c'est la revendication identitaire musulmane. Ce qui se nommait « jihad » au XIX<sup>ème</sup> avec l'Émir Abdelkader, devient « résistance politique » au XX<sup>ème</sup> siècle. Les confréries musulmanes soufies d'Algérie, jouent un rôle essentiel dans la lutte contre le colonialisme, des figures féminines comme Fatma N'Soumeur en Kabylie s'érigent en grandes résistantes contre l'occupation. Ensuite, les mouvements politiques comme l'« Étoile Nord-Africaine » (1926) et l'Association des Ulémas (1931) naissent, tout en s'inspirant des valeurs de l'Islam antinomique avec le colonialisme et la tyrannie (Cheikh Bachir El Ibrahimy). La Révolution algérienne en 1954 se fait sous l'identification d'« Algérie musulmane », ce qui dénote l'importance du rôle de la foi musulmane

dans la lutte pour l'émancipation.

C'est dans ce continuum colonial, particulièrement algérienophobe, qu'**Abdelaziz Chaambi** inscrit l'islamophobie grimpante contemporaine en France, réalité tragique non dénoncée par l'État mais au contraire, utilisée par celui-ci comme arme de diversion et de division massive. N'oublions pas que la crise est toujours là et que l'austérité et la précarité minent les français quelque soient leur origine ethnique, classe sociale ou confession. Les politiques de droite et de gauche n'ayant pas d'alternative à proposer face à la crise économique, vont s'emparer de l'islamophobie pour en faire un véritable fond de commerce. Leur stratégie consiste à nier le racisme anti-musulman et à l'inverse stigmatiser les musulmans en brandissant perpétuellement et de manière trompeuse la pancarte de la laïcité. Rappelons que la loi 1905, en même temps qu'elle entérine la séparation de l'Église et de l'État, consacre la liberté pour chaque individu d'exercer son culte religieux. Donc agiter la laïcité aux fins de réduire les libertés individuelles de culte, c'est en falsifier la définition et l'histoire de celle-ci, et l'écueil malheureux en est ainsi que nombre de nos concitoyens français pensent la laïcité comme rempart contre une islamisation fantasmée de la France.

Un détour historique s'impose pour montrer que l'islamophobie a toujours prégné dans les politiques d'État. En 1982, le patronnat français stratifie trois catégories de travailleurs selon leur origine géographique justifiant trois niveaux de salaire différents, allant de l'extra-européen (sous-entendant les musulmans), les européens et les français de souche. Les grèves et les revendications s'intensifient pour l'égalité des droits. Gaston Déferre et Pierre Mauroy, premier ministre, avaient traités les travailleurs immigrés alors en grève dans l'automobile d'agitateurs "Khomeynistes" et déclaré qu'ils ne faisaient pas partie de la réalité française. Récemment, des expériences placées sous le champ scientifique ont démontré au travers de deux cv complètement identiques mais avec des prénoms différents, l'un émanant de Marie Diouf ayant été bénévole au secours catholique et l'autre de Myriam Diouf, bénévole au secours islamique, que l'islamophobie est bien une réalité sociale puisque la dernière n'avait obtenu que très peu de rendez-vous d'entretien à l'emploi contrairement à Marie Diouf, d'obédience chrétienne.

L'islamophobie, aujourd'hui, parce que réalité effective, est traitée sur le plan scientifique universitaire, législatif avec des corps juridiques spécialisés, politique et pédagogique dont la « da'watique » que nous pratiquons afin de restaurer l'image des musulmans de France.

Un constat amer qui appelle des questionnements concerne l'utilité et la finalité des associations de lutte contre le racisme comme SOS Racisme et la LICRA qui durant plusieurs décennies, malgré leurs moyens n'ont pas fait reculer le racisme d'un iota. On peut donc dire que les intérêts économiques commandent les politiques islamophobes ici et à l'international, de l'extrême droite à l'extrême gauche et qu'elles servent à tester les capacités de résistance des musulmans.

Le président du CRI insiste sur l'importance et la nécessité de l'investissement politique des musulmans de France pour contrer ce phénomène montant de l'islamophobie. Ces derniers correspondent à un potentiel de sept millions, ce qui peut être conséquent dans la lutte pour l'égalité. Les musulmans de France ne sont malheureusement pas encore suffisamment opportunistes et offensifs sur le terrain de la citoyenneté et de la politique. Il en résulte une régression des luttes et donc des droits.

Le CRI existe depuis cinq ans déjà. Sa mission ne se borne pas à lutter contre l'islamophobie bien entendu, malgré le fléau qu'elle représente parce que la rendre exclusive, risque d'enfermer les populations issues de l'immigration sub-méditerranéenne dans cette logique, de communautariser davantage jusqu'à une rupture totale avec la société civile. Le CRI a pour vocation de lutter contre toutes formes d'injustice sociale pour tous les français quelle que soit leur origine, le musulman de France ayant le même destin national que tous les autres citoyens.

Pour en revenir à la nécessité de l'investissement politique, **Almamy Kanouté**, porte-parole du mouvement « Emergence », élu à Fresnes (Val-de-Marne), intervient sur ce champ ultime et décisif qui autorise l'égalité citoyenne. Cet élu, hors du commun, nous retrace son parcours atypique et exemplaire qui l'a mené en politique. Doté d'un brevet de technicien supérieur en aéronautique, il rencontre déjà sur le choix des orientations puis le milieu du travail, des discriminations raciales. Il ne lui est pas permis de monter dans l'ascenseur social malgré ses remarquables compétences professionnelles reconnues. Pour autant, son credo demeure : « nous ne sommes pas des victimes ». Il y a bel et bien eu des luttes pour l'égalité par le passé dans la famille, pensant à celles qui ont eu lieu au sein des foyers SONACOTRA, mais occultées parce que perçues comme un échec, celles-ci ayant été

étouffées ou volées par les syndicats. Cet esprit de luttes pré-existant, va se concrétiser chez Almamy Kanouté qui a conscience des inégalités et une volonté de lutter, d'aller sur le terrain prisé de la République, le lieu des décisions, pour la reconnaissance des droits de ceux qui en banlieues ont été oubliés. Parce que le constat est clair, aucun politique médiatique ne reconnaît et ne condamne l'islamophobie et la négro-phobie, privilégiant de mettre sous le feu des projecteurs d'autres formes de racisme plus consensuelles.

Son objectif, en créant son propre parti politique, c'est d'initier des vocations, le manque de confiance chez les jeunes n'aidant pas, il montre la voie par son courage afin de préparer les générations futures à ne plus subir le racisme et les inégalités. Son charisme a payé, puisqu'en 2008, sa liste a obtenu un score de 11,8 % de vote, ce qui s'est traduit par deux sièges de conseillers municipaux.

Cependant, Almamy Kanouté insiste sur le fait que les premiers responsables de l'islamophobie sont ceux qui ne vont pas voter et du coup donner force aux autres partis qui l'alimentent. « Plus dangereux que le Front National, ajoute-t-il, c'est la gauche et la droite traditionnelles ! »

Si on cite l'affaire du mouvement des « bonnets rouges », on remarquera que les bretons n'ont pas été traités de « racailles », alors qu'il s'agissait d'une révolte d'une communauté. Les luttes pour l'égalité doivent se définir comme des luttes collectives et non communautaires.

Au travers de sa démarche, l'élu de Fresnes révèle l'importance de saisir ses droits, les mécanismes du pouvoir pour « être en capacité de résister et lutter correctement ».

\*\*\*\*\*

Les interventions liminaires et pédagogiques ont laissé large place au débat interactif où nombre de personnes victimes de racisme, élus de la République, membres associatifs et citoyens intéressés par la question sociale étaient présents.

La première dénonciation a été portée aux « khobzistes », néologisme qui définit les politiques intéressés par une récupération et un rabattage de voix opportuniste sur la question du racisme, régulièrement pratiqués par les socialistes, un clientélisme avéré.

D'autres questions fondamentales ont invité Abdelaziz Chaambi à clarifier la mission du CRI, sur la déconfessionnalisation et le décroisement des luttes. Pour autant, il n'y a pas lieu de complexer sur une singularité de l'islamophobie, qui est une réalité objective, on l'a montrée, ancrée dans la société de notre pays et devant laquelle il faut faire face avec des outils spécialisés.

Bien entendu, l'islamophobie constitue un fléau à part entière comme toute autre forme d'injustice et d'inégalité, liées au fait de la relation dominant/dominé, et qu'il s'agit aujourd'hui de faire bouger les rapports de force.

Pour conclure, la problématique de l'islamophobie rejoint celle des luttes pour l'égalité et du bien-vivre ensemble indéniablement.

Jamilla FARAH